

Paris, le 9 mars 2020

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### MARCHÉS FINANCIERS :

### QUAND LA PANIQUE PEUT ÊTRE MAUVAISE CONSEILLÈRE

Analyse de Philippe Crevel, Directeur du Cercle de l'Épargne

Les marchés financiers sont, avec la mondialisation de l'épidémie de coronavirus, entrés dans un processus de baisse forte avec un risque d'auto-réalisation. Cette baisse se nourrit des incertitudes concernant l'évolution de l'épidémie et de ses effets sur l'offre ainsi que sur la demande. La réaction des investisseurs a été d'autant plus vive que la diffusion du virus est mondiale et rapide. La baisse est accentuée par l'échec des négociations entre la Russie et l'OPEP pour stabiliser les prix du pétrole.

#### **Une crise virale non assimilable à celle de 2008/2009**

Nous sommes confrontés à une crise sanitaire violente mais sans comparaison avec celle de 2008/2009 qui était d'ordre financière et bancaire sur fond de titrisation des emprunts immobiliers. La défiance générale sur le marché interbancaire avait bloqué toute l'économie faisant même craindre une implosion de l'ensemble du système financier.

La crise du coronavirus pèse sur l'offre et l'endettement. Elle n'a pas de fondement financier même si les banques et les assurances peuvent être concernées avec la multiplication des faillites et le processus de baisse des taux.

Le marché « actions » est, par nature, très volatil d'autant plus que le nombre d'acteurs est limité. Par aversion aux risques, ils vendent des titres pour acquérir des obligations d'État solides ce qui fait baisser les taux d'intérêt.

#### **Une crise ponctuelle !**

La crise de coronavirus devrait durer entre deux et trois mois. L'application des mesures de confinement sont pour le moment les seules à permettre l'isolement des foyers épidémiques et le ralentissement de la circulation du virus. L'objectif est de réduire la contagion. Cette solution permet à la Chine de faire repartir son économie et de réexporter. Compte tenu du rôle de la Chine dans la production industrielle, ce redémarrage est important pour le reste de l'économie.

Dans les pays nouvellement affectés, la production devrait connaître plusieurs semaines de baisse avant de retrouver son rythme de croisière. La demande sera entravée par les confinements et par la crainte qu'inspire le virus.

## **La coordination mondiale en marche**

Les ministres des finances du G7 ont déclaré « être prêts à prendre les mesures nécessaires, y compris budgétaires ».

La Réserve fédérale américaine a annoncé, mardi 3 mars, une baisse de ses taux d'intérêt de 0,5 point les amenant à 1/1,25 %. Cette mesure d'urgence constitue une réponse pour contrer le caractère récessif pour l'économie de la diffusion du coronavirus. Cette décision intervient entre deux réunions de politique, ce qui n'était pas arrivé depuis la crise de 2008/2009. Jerome Powell, son Président, a indiqué que la FED agirait de manière appropriée et se tenait prête à utiliser tous les outils à sa disposition. Il a souligné que les responsables des grandes banques centrales se coordonnaient pour faire face à la crise et que d'autres mesures d'assouplissement pourraient être prochainement annoncées.

La BCE, même si elle dispose de moins de marges de manœuvre que la FED pour ajuster ses taux, pourrait néanmoins accroître sa politique de rachats. La Commission européenne a indiqué qu'elle était prête à prendre ses responsabilités pour contribuer à limiter l'impact de la crise.

La Banque Centrale d'Australie a également baissé ses taux et la banque centrale du Japon a augmenté ses achats sur les marchés. Le Ministre de l'Économie a indiqué qu'en l'état actuel la croissance pourrait être amputée de 0,1 point en 2020 et que le Gouvernement était prêt à prendre des mesures afin de soutenir les entreprises.

Cette crise sanitaire permettra de mesurer la résilience des nations et des économies. Après l'effet de panique, les autorités, les entreprises, la population devraient s'organiser.

## **Un accompagnement prévisible des autorités en France**

Le Ministre de l'Économie français, Bruno Le Maire tout en reconnaissant que la crise sanitaire devrait aboutir à un net ralentissement de la croissance PIB estime nécessaire de ne pas surréagir afin de ne pas accentuer les tendances récessionnistes. Des mesures de soutien en faveur des entreprises et en particulier des PME sont attendues avec certainement des dégrèvements d'impôts et des reports de charges sociales.

## **La guerre des prix pétroliers**

Compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale, la demande en pétrole actuelle et à venir est orientée à la baisse. Pour éviter une baisse trop importante des cours, les pays de l'OPEP avaient souhaité renégocier l'accord de régulation de la production en vigueur depuis la fin de l'année 2016, accord auquel la Russie était jusqu'à maintenant partie prenante. Cette dernière a refusé le durcissement des quotas de production. Elle souhaitait le simple maintien de la réduction de 2,1 millions de barils jour. Si aucune solution n'est trouvée, l'accord de régulation deviendra caduc d'ici la fin du mois de mars. À partir du mois d'avril, puisque ni l'OPEP ni les non-membres seront soumis à des restrictions de production, l'Arabie saoudite pourrait

augmenter sa production d'un million de barils jours à 11 millions de barils jour. Le Royaume saoudien s'engagerait dans une guerre des tarifs comme en 2014. À l'époque, le prix du baril était tombé à 26 dollars. La chute pourrait être encore plus brutale en raison des risques de récession que le coronavirus fait peser sur l'économie mondiale. L'Arabie saoudite, à travers sa décision, tente de faire pression sur la Russie qui a besoin d'un baril de pétrole à 60 dollars pour son économie et ses finances publiques. Lundi 9 mars, à 11 H 30, le baril de Brent avait perdu 21 % de sa valeur depuis le début de la journée. La chute était de 45 % par rapport au cours du 1<sup>er</sup> janvier. Le baril pourrait rapidement évoluer à 20 dollars en cas de poursuite de la guerre des prix compte tenu du marché. Un baril bon marché aurait un effet positif sur la conjoncture et favoriser le redémarrage de l'économie. En revanche, il fragilise les pays producteurs et le secteur pétrolier ainsi que le secteur bancaire. L'ensemble de la communauté internationale est donc preneur d'un accord.

### **Un probable scénario en « U »**

En l'état actuel, le scénario en « U » est retenu par de nombreux experts qui ont, en revanche, abandonné celui en « V » reposant sur l'idée d'une reprise rapide. La diffusion du virus aboutit à déstabiliser l'ensemble des pôles de croissance. Le scénario en « L » n'est pas, pour le moment, évoqué. Il supposerait une incapacité à juguler la crise sanitaire d'ici le mois de juin avec une très forte désorganisation de l'offre et des circuits d'échange. Le scénario du « pire » supposerait une aggravation sensible du bilan sanitaire provoqué par exemple par une ou des mutations dangereuses du virus. Ce scénario est jugé, en l'état, peu probable.

### **Contacts presse :**

Sarah Le Gouez

06 13 90 75 48

[slegouez@cercledelepargne.fr](mailto:slegouez@cercledelepargne.fr)